

MIGRATION ET DEPLACEMENTS – FRANCE

COVID-19, associations et migrations

Urgence alimentaire, isolement, fermeture des guichets administratifs, ralentissement ou interruption des trajectoires d'insertion : la crise sanitaire a exacerbé les vulnérabilités des populations migrantes, et a conduit les associations à renouveler leurs pratiques pour leur venir en aide. Toutefois, fortement mis à l'épreuve, les acteurs associatifs ont pu se sentir délaissés sur le terrain par leur hiérarchie ou les pouvoirs publics, alors qu'ils/elles étaient déjà confrontés avant la pandémie à un système migratoire coercitif restreignant leurs actions.



Anaïs TROUSSELLE

géographe et ingénieure en agro-développement, fondatrice de NARRAU, chercheuse associée à l'UMR ART-Dev,

Itane LACRAMPE-CAMUS,

géographe, membre de NARRAU, chercheuse associée à l'UMR ART-Dev,

Geneviève CORTES,

Professeure en géographie à l'Université Paul-Valéry de Montpellier, UMR ART-Dev,

Cécile JOUHANNEAU,

Maîtresse de conférences en Science politique à l'Université Paul-Valéry de Montpellier, UMR ART-Dev.

Cette recherche, menée en 2020-2021, a reçu le soutien financier de la Fondation Croix Rouge, du Fond de dotation de la Compagnie Fruitière, de la Maison des Sciences de l'Homme Sud de Montpellier, de l'UMR ART-Dev de Montpellier et de NARRAU.

Contexte et enjeux humanitaires et sociaux

Face aux pandémies, aux conflits et aux catastrophes naturelles, les bénévoles et les salarié.e.s des structures associatives démultiplient leurs efforts pour maintenir leur action et faire face à l'urgence. La question se pose de savoir comment, dans le champ restreint de leurs possibilités, les acteurs associatifs impliqués dans l'accueil des jeunes migrant.e.s, ont renouvelé leurs pratiques et leurs stratégies face à la Covid 19.

Alors que les crises sanitaires sur notre territoire peuvent s'amplifier, et que les marges de manœuvre des associations sur le terrain sont toujours plus réduites, un des enjeux pour les organisations de l'humanitaire et de l'action sociale est de pouvoir prendre la mesure de la réactivité, des modes d'adaptation et d'action possibles du secteur associatif en contexte de crise sanitaire. Les défis sont multiples : les accompagner dans leurs actions, renforcer le lien social au sein des équipes et reconnaître les initiatives émanant du terrain.

En ce sens, le projet de recherche IMPCoV « Immersion dans les structures d'accompagnement des populations migrantes en France : personnes migrantes, bénévoles et professionnels face au SARS-CoV-2 » entend contribuer à la compréhension et la valorisation de l'action locale des accompagnant.e.s.

Objectifs de la recherche et enjeux scientifiques

Accompagner l'action des bénévoles et des salarié.e.s en situation de crise suppose de saisir les changements intervenus dans leurs pratiques, et les perceptions qu'ils/elles en ont. Dans un contexte de vulnérabilité exacerbée des jeunes migrant.e.s, l'objectif s'est centré sur l'analyse de la nature et des temporalités de ces changements à partir de l'expérience vécue des acteurs associatifs, à la fois du point de vue de leurs prises de décision, de leurs modes d'organisation, et de leurs représentations du système d'accompagnement et de leur propre engagement. En les accompagnant à opérer un retour rétrospectif et réflexif sur leurs propres pratiques, cette recherche vise à la fois à valoriser leurs missions, et à améliorer le dialogue interne aux équipes.



Les associations d'aide aux personnes migrantes mises à l'épreuve face à la Covid-19

Des associations qui se réinventent : entre ajustement et effets d'aubaine

La crise sanitaire a entraîné de nouvelles situations de précarité chez les populations migrantes (1). Plusieurs groupes de jeunes mineurs non accompagnés (MNA) se sont retrouvés isolés sans ressources pour se nourrir. Dans notre zone d'étude, un réseau inter-associatif s'est mis en place, dont RESF fait partie, afin de développer des dispositifs de distribution alimentaire. Les actions des associations se sont donc adaptées et ajustées pour faire face aux situations d'urgence, mais aussi pour maintenir le dialogue et le lien social. Les associations ont intensifié l'utilisation des outils numériques (création de groupes Whatsapp ou Facebook, réunions en visioconférence) pour communiquer avec les bénéficiaires, et au sein des équipes. Cela étant, dès qu'ils/elles l'ont pu, les bénévoles et salarié.e.s sont allé.e.s à la rencontre des jeunes, malgré les restrictions.

Les associations ont également su se saisir de la pandémie pour argumenter leurs demandes auprès des financeurs. La Covid-19 a constitué un « effet d'aubaine » pour l'équipe de la Croix Rouge pour obtenir des fonds supplémentaires afin de prolonger le dispositif de réinstallation des jeunes réfugié.e.s dont l'association avait la charge. La durée du projet était en effet en inadéquation avec le temps nécessaire pour accompagner les jeunes dans leurs trajectoires d'insertion (parcours de soin, apprentissage du français, formation professionnelle, etc.).

Des effets de rupture dans les trajectoires associatives liés à la crise sanitaire

Les ruptures les plus fortes dans les trajectoires associatives sont apparues dans le champ relationnel (voir Figure 1). Outre les capacités d'adaptation des associations, nous avons observé leur difficulté à maintenir un lien avec des acteurs externes. Plusieurs modalités de communication ont été entravées avec les acteurs publics, et certains liens avec des partenaires (dans le domaine culturel en particulier) ont été rompus.

Certains rapports de force et de subordination ont été attisés par la crise sanitaire. Les relations avec les administrations en charge du système d'accueil et d'asile, qui imposent leurs règles et leur temporalité, se sont complexifiées. Selon les équipes associatives rencontrées, la pandémie est arrivée au moment opportun pour justifier des mesures restrictives à l'égard des personnes migrantes. Dès le premier confinement, les Préfectures ont généralisé la dématérialisation des prises de rendez-vous, devenus de plus en plus difficiles à obtenir. En attente du traitement de leur dossier, les personnes migrantes ont été bloquées dans leur démarche administrative, conduisant parfois à des situations d'irrégularité administrative ou à la perte d'un hébergement. Les associations, plus que jamais, ont été amenées à combler le vide des services publics pour venir en aide à une population migrante déjà marginalisée.

Charge émotionnelle et prise de recul sur ses pratiques

Face aux vulnérabilités des bénéficiaires et aux obstacles administratifs à contourner, les bénévoles et les salarié.e.s soulignent leur sentiment de fatigue et parfois d'impuissance. Plus que la crise sanitaire, deux points d'achoppement sont pointés du doigt : les limites structurelles du système migratoire en termes d'accès aux droits et les financements sur projet, auxquels doivent se soumettre de nombreuses associations.

Premièrement, les pouvoirs publics externalisent de nombreuses missions aux associations (2). Surchargés de travail, les acteurs associatifs gèrent en priorité les urgences (3), et peinent à mettre en place des projets sur le long terme ou, pour les plus militant.e.s, à mener des actions de plaidoyers, comme les bénévoles RESF. Deuxièmement, les structures associatives les plus importantes, dont les équipes sont composées de salarié.e.s, fonctionnent sur projet et appliquent des cahiers des charges édités par les financeurs (4). Mais les missions qui leur incombent ne peuvent être réalisées dans le temps imparti. C'est seulement au prix de leur fort investissement personnel et du dépassement de leur fiche de poste, que le dispositif de réinstallation des jeunes réfugié.e.s de la Croix Rouge – financé par le Fonds Asile, Migration et Intégration - a pu atteindre une partie de ses objectifs. Les salarié.e.s ont relevé à plusieurs reprises les contradictions entre les objectifs à poursuivre et les moyens alloués. Par ailleurs, ils/elles ont manifesté leur amertume face à une hiérarchie qu'ils/elles jugent déconnectée du terrain et qui ne leur a pas fait de retour à la fin du programme de réinstallation. Les marges de manœuvre des associations rencontrées varient cependant selon leur organisation interne. À ce titre, les bénévoles RESF se félicitent de leur fonctionnement horizontal leur permettant de s'appuyer sur les compétences de chacun.e et de faire corps dans les moments difficiles.

Concept clé

La recherche s'est détachée d'une lecture présentiste de la pandémie (6), en adoptant une démarche centrée sur les trajectoires associatives et fondée sur une catégorisation du changement (voir Figure 2). Le cadre d'analyse situe les processus à la fois dans le système global d'asile et d'accueil, dans les limites structurelles de l'action associative, les tensions entre l'État et les départements au sujet de la prise en charge des jeunes MNA (7), et les stéréotypes à l'égard des personnes étrangères véhiculés par certains agents administratifs (8). Les associations sont appréhendées comme des entités complexes en interaction avec des acteurs au sein d'un réseau territorialisé. Des rapports de pouvoir peuvent se jouer entre les associations et les pouvoirs publics, et à l'intérieur même des structures associatives.

Ces conditions ont exacerbé la forte charge émotionnelle des bénévoles et des salarié.e.s. Celle-ci est également alimentée par la difficulté à maintenir une bonne distance avec les bénéficiaires. Les accompagnant.e.s doivent apprendre à gérer leurs émotions face aux récits traumatiques dont ils/elles sont témoins. En ce sens, les entretiens individuels, les ateliers collectifs et les restitutions ont été l'occasion pour les accompagnant.e.s de verbaliser le besoin d'un accompagnement psychologique et/ou de temps d'échange dédiés au sein des équipes. Ils/elles ont été amené.e.s à réfléchir sur leur pratique et à engager une démarche rétrospective. Les salarié.e.s et bénévoles ont échangé sur leurs relations avec les bénéficiaires et sur les manières dont les dispositifs mis en place pourraient être améliorés. L'expérience de la pandémie a permis de faire émerger de nouvelles réflexions, comme sur l'usage des outils numériques dans les pratiques quotidiennes.

Dimension participative de la recherche

Les acteurs associatifs ont été impliqués à différentes étapes de la recherche, dès l'élaboration du protocole méthodologique, dans une démarche de co-construction des savoirs (5), afin de valoriser les connaissances de chacun.e, et de gommer les asymétries entre chercheur.e.s et participant.e.s. Au fil de la collecte de données, nous avons mobilisé des outils de recherche participative, et de capitalisation et d'intermédiation. Nous nous sommes appuyées sur certaines ressources des associations pour mener la recherche, comme les ateliers podcasts développés par La Cimade avec des jeunes MNA. La majorité des entretiens individuels, des focus groups et des ateliers collectifs (avec les salarié.e.s, bénévoles et jeunes migrant.e.s) a été enregistré afin de réaliser un film-audio.

Limites des résultats

La temporalité courte du projet IMPCoV a restreint le nombre d'entretiens ou d'ateliers réalisés avec les jeunes migrant.e.s isolé.e.s, public difficile à enquêter. Pour de futures recherches, l'objectif sera de les inclure aux ateliers menés avec les bénévoles et les salarié.e.s, en mobilisant notamment les outils audiovisuels ou graphiques pour recueillir leur vécu de la pandémie et leurs expériences relationnels avec les acteurs publics et associatifs.

Méthodes et sources de données

De manière à saisir les expériences associatives en contexte de pandémie, une enquête en immersion (entretiens, observations, focus group et ateliers collectifs) a été menée entre mars et novembre 2021 avec trois équipes intervenant auprès de jeunes migrant.e.s isolé.e.s, et rattachées à des associations d'envergure nationale.

- Des bénévoles de La Cimade proposant des cours de FLI à des jeunes MNA hébergés en hôtel par le département (projet maintenu de septembre 2020 à juin 2021).
- Des bénévoles RESF accompagnant des jeunes migrant.e.s isolé.e.s dans leurs démarches administratives et luttant pour leur accès aux droits.
- Des salarié.e.s de la Croix Rouge travaillant au sein d'un dispositif de réinstallation de jeunes réfugié.e.s (projet s'étant déroulé de juin 2019 à juin 2021, initialement prévu sur 14 mois).

Figure 2 : Catégorisation de l'analyse du changement

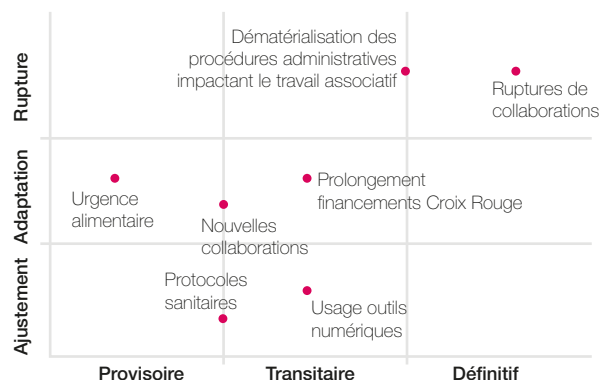


Figure 1 : Catégorisation des changements induit par la crise sanitaire observés par les associations partenaires

Approche temporelle du changement	ÉVOLUTIVE			PROSPECTIVE		
	AJUSTEMENT	ADAPTATION	RUPTURE	PROVISOIRE	TRANSITOIRE	DÉFINITIF
Nature du changement						
Impact/traduction du changement	Pas ou peu de changement de pratiques / modification pour assurer la continuité de l'action associative	Innovation dans la pratique / Captage d'opportunités (effets d'aubaine)	Arrêt, blocage, suspension, immobilisation, interruption, retard, empêchement	Changement réversible, momentané, modifiable, avec retour en arrière possible	Changement momentané mais donnant lieu à une nouvelle configuration/ à un nouveau fonctionnement	Changement irréversible, non modifiable, pas de retour en arrière possible

Implications pour l'action humanitaire et sociale

- En défendant une approche microsociale, les recherches qualitatives et participatives permettent de visibiliser le vécu et les attentes des acteurs sur le terrain. La démarche participative place les chercheur.se.s dans une posture spécifique, ayant un rôle de facilitateur.trice permettant aux enquêté.e.s d'opérer un temps d'arrêt pour réfléchir à leur action et participer à la co-construction des données. Ces protocoles méthodologiques peuvent ainsi aider les participant.e.s, ici les membres des équipes associatives, à réfléchir à des pistes à développer pour améliorer l'encadrement de leurs missions et des dispositifs à destination des bénéficiaires.
- Le défi pour les structures associatives, et plus encore en période de crise sanitaire, est d'être à l'écoute des besoins des bénévoles et des salarié.e.s, lesquels sont nombreux : disposer d'un accompagnement psychologique, avoir des temps et des espaces de réflexivité sur leur pratiques, voir leur engagement reconnu et leurs initiatives valorisées. Des dispositifs sont à développer ou à renforcer, comme la création de groupes de parole ou la présence d'un.e psychologue dans la structure.
- Nos résultats rejoignent d'autres travaux qui questionnent le système d'accueil et d'asile en France, ainsi que l'externalisation des missions du service public aux associations. Essentielles pour répondre aux demandes sociales, celles-ci occupent pourtant une place subalterne et doivent s'adapter aux règles imposées par les pouvoirs publics et leurs financeurs. Parallèlement, les salarié.e.s et bénévoles peinent à mener leurs missions et à rester en adéquation avec leurs idéaux, d'autant plus en période de crise sanitaire, et les rapports de force avec certaines administrations s'intensifient.
- La dématérialisation des procédures administratives qui s'est renforcée en temps de pandémie, participe à un processus de déshumanisation de l'accueil des personnes étrangères en France dont les salarié.e.s et les bénévoles sont les premiers témoins.

Avec le soutien de :



Bibliographie

[1] Desgrées du Lou, Annabel. 2020. « Être confinée en hôtel social ou en centre d'hébergement d'urgence ». De facto [En ligne] Les migrants dans l'épidémie : un temps d'épreuves cumulées, n°18. <http://icmigrations.fr/2020/04/07/defacto-018-03/>.

[2] Hély, Matthieu. 2009. Les métamorphoses du monde associatif. Paris: PUF.

[3] Pette, Mathilde. 2015. « Les associations dans l'impasse humanitaire ». Plein droit, n° 104: 22-26.

[4] Tchernong, Viviane. 2012. « Le secteur associatif et son financement ». Informations sociales, no 172: 11-18.

[5] Buire, Chloé, Lucile Garçon, et Esfandiyar Torkaman Rad. 2019. « Partager la géographie. Regards croisés sur l'audiovisuel participatif ». Revue française des méthodes visuelles, n° 3: 93-114.

[6] Hartog, François. 2003. Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps. Seuil. La Librairie du XXIe siècle. Paris.

[7] Crombé, Xavier. 2019. « MIE/MNA : un accueil sous tension ». Empan n° 116 (4): 24-29.

[8] Spire, Alexis. 2008. Accueillir ou reconduire. Enquête sur les guichets de l'immigration. Raisons d'agir. Paris.

La Fondation Croix-Rouge française est une fondation reconnue d'utilité publique dédiée à la recherche dans les champs de l'action humanitaire et sociale. Elle porte la volonté de la Croix-Rouge française de promouvoir la connaissance scientifique, la réflexion éthique et l'innovation sociale pour faire avancer l'action au service des plus vulnérables.

La série « Pratiques & Humanités » de la Fondation Croix-Rouge française synthétise les travaux de recherche des chercheurs soutenus par la Fondation. Elle a pour objectif de mettre à disposition des acteurs de l'humanitaire une information scientifique de qualité et concise.

Retrouvez toutes les publications de la Fondation et abonnez-vous à la newsletter sur le site www.fondation-croix-rouge.fr

Fondation Croix-Rouge française
21 rue de la Vanne | CS 90070 | 92126 MONTRouGE CEDEX
+33 1 40 71 16 34 | www.fondation-croix-rouge.fr
contact@fondation-croix-rouge.fr



FONDATION
croix-rouge française

